

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service Risques et Installations Classées  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 04/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECOPUR**

89 route du Moulin bateau  
94380 Bonneuil-Sur-Marne

Références : DRIAT/UD94/PADVME/YBC/2025/N°033  
Code AIOT : 0007402709

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement ECOPUR implanté 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un contrôle inopiné (CI) a été réalisé le 19 novembre 2024, sur le point de rejet des eaux pluviales d'ECOPUR.

Les résultats de ce CI ont été transmis à l'inspection le 27 novembre 2024 et montrent de forts dépassements sur plusieurs paramètres.

Le but de la visite d'inspection du 14 janvier 2025 était de faire le point sur les raisons de ces dépassements.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOPUR
- 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402709
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECOPUR (groupe SARP rattaché à VEOLIA) est spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets sableux et déchets gras d'assainissement. La société exploite un centre de traitement de déchets d'assainissement situé dans la zone industrielle du port de Bonneuil au 89, rue du Moulin Bateau.

Les déchets sableux reçus sur le site sont des sédiments d'assainissement provenant principalement des boues de curage des réseaux, du balayage des voiries, etc.

Ces déchets sont traités par le procédé ECOSABLE. Le traitement comprend des opérations de criblage, d'hydro-cyclonage, d'hydro-flottation, de floculation, de décantation statique. Le sable ainsi obtenu peut être valorisé en technique routière (remblais, voirie...). La capacité de cette filière est de 50000 t/an.

Les déchets gras reçus sur le site proviennent des bacs à graisse des restaurants, des cantines ainsi que des stations d'épuration. Ces déchets sont traités par le procédé LIPOVAL. Le traitement comprend des opérations de dégrillage, de traitement thermique puis éventuellement de centrifugation.

Les eaux usées issues de ces deux procédés (ECOSABLE et LIPOVAL) sont traitées dans une station interne par un réacteur biologique de type boues activées puis par un clarificateur.

Les boues produites par la station d'épuration sont déshydratées. Les eaux épurées sont rejetées au réseau d'eaux usées du port, qui est relié à la station d'épuration (STEP) de Valenton.

L'établissement reçoit en moyenne 50 camions par jour entre 6h et 20h (sauf le samedi/dimanche et jours fériés).

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature: 2240-A [A], 2718-1 [A], 2790 [A], 2791-1 [A], 2716-1 [E], 2910-A-2 [DC].

Les installations sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/12/2008 ;
- l'arrêté ministériel du 6 avril 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910.

## 2) Constats

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien et conduite des	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.5	Demande d'action corrective	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	installations de traitement			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.3	Sans objet
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné réalisé au droit du point de rejet des eaux pluviales le 19/11/2024 a montré plusieurs forts dépassements. L'exploitant a réalisé une contre analyse le 26/11/2024 conforme aux valeurs limites d'émission.

Le site dispose d'un séparateur d'hydrocarbures permettant de traiter les eaux pluviales. Des justificatifs prouvant la fonctionnalité de ses équipements doivent être transmis à l'inspection.

L'exploitant a effectué un curage du séparateur d'hydrocarbures le 30/08/2024, ce qui n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral du 18/12/2008 demandant cette maintenance en début du période d'étiage. De plus, l'exploitant doit revoir sa périodicité de nettoyage du séparateur en y incluant également le point de prélèvement en sortie de son réseau d'eaux pluviales.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ouvrages de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose de plusieurs ouvrages de traitement des effluents aqueux : <u>Sur le réseau des eaux pluviales :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau des eaux pluviales du port de Bonneuil-sur-Marne. Il est équipé d'une alarme signalant que l'ouvrage est plein.</li> <li>Un système de régulation du débit est en place, limitant le débit à 60 litres/seconde, au maximum.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau des eaux pluviales du port de Bonneuil-sur-Marne. L'inspection a constaté un système présent sur le séparateur pouvant faire office d'alarme mais qui était vétuste.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le système est fonctionnel.</p> <p>L'exploitant doit justifier à l'inspection de la bonne maintenance réalisée sur ce système d'alarme et de sa fonctionnalité.</p> <p>De plus, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant la présence du système de régulation du débit en place, limitant le débit à 60 litres/seconde, au maximum.</p> <p>La conformité de ce point sera à vérifier au regard des documents transmis par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre à l'inspection les éléments justifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la maintenance et la fonctionnalité de l'alarme signalant que l'ouvrage est plein ;</li> <li>- la présence du système de régulation du débit en place, limitant le débit à 60 litres/seconde, au maximum.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Entretien et conduite des installations de traitement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des visites de contrôle et d'entretien du séparateur à hydrocarbures sont réalisés régulièrement et au minimum chaque année en début de période d'étiage (fin avril/fin mai).</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un bordereau de suivi de déchets Trackdéchets prouvant le curage du séparateur d'hydrocarbures le 30 août 2024. L'inspection rappelle à l'exploitant que cet entretien doit être réalisé en début de période d'étiage (fin avril/fin mai) conformément à l'arrêté du 18/12/2008. Il s'agit d'une non-conformité.</p> <p>L'inspection a constaté que le séparateur était déjà bien rempli en boues. Il serait nécessaire de revoir la périodicité de curage du séparateur.</p> <p>Au vu des résultats du contrôle inopiné réalisé le 19/11/2024 montrant des dépassements, il est également nécessaire de maintenir propre et d'entretenir le point en sortie du séparateur sur lequel les prélèvements sont réalisés.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Revoir la périodicité du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures et le réaliser au minimum chaque année en début de période d'été (fin avril/fin mai) en incluant le point de prélèvement en sortie du séparateur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.11	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u><b>Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</b></u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du séparateur à hydrocarbures, les valeurs limites définies ci- dessous :</p>	
Paramètres	Valeurs limites de rejet (mg/l) Eaux pluviales
Matières en suspension totales (MEST)	< 30
DBO5	< 10
Demande chimique en oxygène ( DCO)	< 40
Hydrocarbures	< 5
Azote NTK	< 2
Métaux totaux	< 1
Chrome VI	< 1

**Constats :**

Le contrôle inopiné (CI) qui a été réalisé sur le site le 19 novembre 2024 a montré de fort dépassements sur les paramètres suivants:

- La DCO avec une concentration de 541 mg O<sub>2</sub>/l pour une VLE de 40 mg O<sub>2</sub>/l
- la DBO<sub>5</sub> avec une concentration de 194 mg/l pour une VLE de 10 mg/l
- les MES avec une concentration de 243 mg/l pour une VLE de 30 mg/l

Pour ce CI, le laboratoire a fait le prélèvement au fond du point de de rejet.

L'exploitant a présenté à l'inspection une contre analyse réalisée le 26 novembre 2024 qui ne montre plus de dépassement. L'exploitant explique avoir prélevé l'échantillon dans le point de prélèvement au niveau de la surverse et non au fond.

Le point de prélèvement correct est au niveau de la surverse.

Au vu de la contre-analyse et des conditions de prélèvement, la non-conformité initialement constatée dans le CI est levée.

La raison des dépassements:

L'exploitant a présenté à l'inspection plusieurs hypothèses pouvant expliquer ces dépassements :

- une problématique de prélèvement, comme mentionnée ci-avant;
- la présence de gens du voyage de manière fréquente au droit du point de prélèvement. L'inspection a effectivement constaté au droit de cette zone une tente, des bouteilles de gaz, des bidons d'Adblue et d'autres polluants potentiels prouvant la présence des gens du voyage;
- le séparateur d'hydrocarbures présent en sortie du réseau des eaux pluviales du Port de Bonneuil est souvent bouché. Ce qui ferait remonter les boues vers le réseau des eaux pluviales d'ECOPUR.

**Type de suites proposées :** Sans suite